



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général**

**DIRECTION DE L'EVALUATION, DE LA PERFORMANCE,  
DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE L'IMMOBILIER**  
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI  
DE L'EXECUTION DES MARCHES  
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

<b>Objet de l'accord-cadre</b>	Acquisition et maintien en condition opérationnelle des ateliers d'énergie, d'élément d'énergie renouvelable, d'équipements et de prestations associées, pour les sites de télécommunication du ministère de l'Intérieur
<b>Annexes</b>	Annexe 1 : Protection Des Informations – Confidentialité – Mesures De Sécurité Annexe 2 : Engagement de reconnaissance de responsabilité Annexe 3 : Protection Des données à caractère personnel

## SOMMAIRE

Article I. OBJET de l'accord-cadre .....	6
I.1    contexte.....	6
I.2    objet de l'accord-cadre .....	6
I.3    prestations attendues.....	6
I.3.1    Prestation 1 : acquisition et MCO d'ateliers d'énergie [AME] .....	6
I.3.2    Prestation 2 : acquisition et MCO d'éléments d'énergie renouvelable [AER]....	6
I.3.3    Prestation 3 : acquisition d'Alimentation Sans Interruption [ASI].....	7
I.3.4    Prestation 4 : formations à l'installation et à la maintenance des AE [FORM] ..	7
I.3.5    Prestation 5 : fournitures de pièces détachées[FPD] .....	7
I.4    evolution de la gamme de services du titulaire .....	7
Article II. DOCUMENTS REGISSANT L'accord-cadre .....	9
II.1    forme et montantS de l'accord-cadre .....	9
II.1.1    Montants estimatifs (non contractuels).....	9
II.1.2    Montants contractuels .....	9
II.2    Documents contractuels et ordre de priorite des pieces .....	9
II.3    conditions de dérogation au ccag-FCS .....	9
II.4    modalités de conservation et de diffusion de l'acte d'engagement, du ccap et du cctp	10
Article III. PARTIES PRENANTES à l'ACCORD-cadre .....	11
III.1    Representant du pouvoir adjudicateur (RPA) .....	11
III.2    Service operateur des reseaux radio du ministère de l'INTERIEUR .....	11
III.3    TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE .....	12
Article IV. DUREE de l'accord-cadre .....	13
IV.1    duree .....	13
IV.2    résiliation de l'accord-cadre .....	13
IV.2.1    Cas de résiliation .....	13
IV.2.2    Décompte de résiliation .....	13
IV.3    indemnisation .....	14
IV.4    definition des prix .....	14
IV.5    forme et contenu des prix .....	14
IV.5.1    Forme des prix .....	14
IV.5.2    Contenu des prix.....	14
IV.5.2.1    Généralités.....	14

<b>IV.5.2.2</b>	Contenu des prix applicables à l'outre-mer (rendu droits acquittés).....	15
IV.6	charges fiscales .....	15
IV.7	Révision du prix des prestations par application d'une formule representative de l'évolution du coût .....	15
IV.7.1	Règles d'arrondi.....	16
<b>IV.7.1.1</b>	Coefficient de révision.....	16
<b>IV.7.1.2</b>	Prix révisé .....	16
IV.7.2	Modalités pratiques de mise en œuvre de la révision de prix.....	16
IV.7.3	Conditions d'application .....	16
IV.7.4	Clause de sauvegarde .....	17
Article V.	engagements et responsabilites des parties.....	18
V.1	engagements et obligations des parties .....	18
V.1.1	Obligation de moyens du titulaire.....	18
V.1.2	Obligation de résultat du titulaire .....	18
V.1.3	Obligation de conseil – transfert .....	18
V.1.4	Obligation d'alerte .....	18
V.1.5	Autres engagements et obligations du titulaire .....	19
V.1.6	Engagements de l'administration .....	19
V.2	assurance et responsabilité.....	19
V.2.1	Assurances du titulaire .....	19
<b>V.2.1.1</b>	Généralités.....	19
V.2.2	Responsabilité contractuelle.....	20
V.3	force majeure.....	20
Article VI.	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	21
VI.1	Décompte des délais .....	21
VI.2	DELAIS D'exécution des prestations .....	21
VI.3	Prolongation des délais d'exécution des prestations .....	21
VI.4	Sursis de livraison .....	21
VI.5	Arrêt d'exécution d'un bon de commande.....	21
VI.6	Sous-traitance .....	22
VI.7	Communication entre les parties .....	23
VI.8	Représentant du titulaire .....	23
VI.9	Equipe de travail du titulaire .....	24
VI.10	Habilitations d'accès aux sites de l'administration .....	24
VI.10.1	Autorisation d'accès .....	24
VI.10.2	Gestion des accès.....	24

VI.11	Entrée et sortie des LIVREURS et DES matériels et des matériaux.....	25
VI.12	Dégradations causées aux voies publiques.....	25
VI.13	Provenance des matériaux et produits, caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits .....	25
VI.14	Discipline.....	25
VI.15	Stockage.....	25
VI.16	sécurité et hygiène des chantiers.....	26
VI.17	Protection des personnes.....	26
VI.18	Domages.....	27
VI.19	Confidentialité-protection des données.....	27
Article VII. MODALITES PARTICULIERES De commande et D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....		28
VII.1	modalités de commande des prestations.....	28
VII.2	modalités et délais d'exécution des prestations .....	28
Article VIII. prise en compte de la performance énergétique, Clauses d'exécution environnementales et Clauses d'exécution sociales .....		29
VIII.1	clauses d'exécution environnementales .....	29
VIII.1.1	Prise en charge des déchets produits.....	29
Article IX. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION .....		30
Article X. Penalites .....		31
X.1	Généralités .....	31
X.1.1	Absence d'exonération de paiement des pénalités pour retard.....	31
X.1.2	Montant plafond .....	31
X.2	PENALITES POUR RETARD .....	31
X.3	modalites de calcul des penalites pour retard des prestations autres que IES prestation AER .....	33
X.4	modalites de calcul des penalites pour retard des prestations AER .....	33
X.5	PENALITES et manquement aux obligations contractuelles.....	34
X.6	pénalités POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR .....	34
X.7	pénalités et cessation des relations contractuelles .....	35
X.7.1	Pénalités et résiliation.....	35
X.7.2	Pénalités et terme de l'accord-cadre .....	35
X.8	pénalités et indemnités .....	35
Article XI. MODALITES DE REGLEMENT .....		36
XI.1	avance .....	36
XI.1.1	Versement de l'avance.....	36

XI.1.2	Remboursement de l'avance.....	36
XI.2	paiements.....	36
XI.3	facturation.....	37
XI.3.1	Contenu des factures .....	37
XI.3.2	Modalités de facturation.....	37
XI.3.3	Modalités d'envoi des factures .....	37
XI.3.4	Comptable assignataire .....	38
XI.4	délai de paiement.....	39
XI.4.1	Règles applicables .....	39
XI.4.2	Information - réclamation.....	39
XI.5	monnaie .....	39
Article XII.	DROITS DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE.....	40
XII.1	definitions.....	40
XII.1.1	Définitions des résultats.....	40
XII.1.2	Définition des connaissances antérieures.....	40
XII.2	régimes .....	40
XII.2.1	Régime des connaissances antérieures.....	40
XII.2.2	Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires.....	41
Article XIII.	DISPOSITIONS DIVERSES .....	42
XIII.1	garantie .....	42
XIII.1.1	Garantie sur les pièces de rechange et les matériels / fournitures acquis(es) au titre de l'accord-cadre .....	42
XIII.2	MODES ALTERNATIFS DE REGLEMENTS DES LITIGES.....	42
XIII.3	contentieux.....	44
XIII.4	differends et litiges.....	44
XIII.5	utilisation de la langue française .....	44
XIII.6	Modification non substantielles du contrat : clause de reexamen.....	45
<b>XIII.6.1.1</b>	Ajout, suppression et modification de sites.....	45
<b>XIII.6.1.2</b>	Ajout, et retrait d'un matériel ou d'une prestation.....	45
Article XIV.	Derogations au CCAG-FCS.....	46

---

## Article I. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

---

### I.1 CONTEXTE

Les éléments de contexte sont définis à l'article « Généralités » du CCTP.

### I.2 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre porte sur l'acquisition et le maintien en condition opérationnelle des ateliers d'énergie, d'élément d'énergie renouvelable, d'équipements et de prestations associées, pour les sites de télécommunication du ministère de l'Intérieur.

### I.3 PRESTATIONS ATTENDUES

Les actions attendues s'articulent en 5 prestations distinctes.

#### I.3.1 Prestation 1 : acquisition et MCO d'ateliers d'énergie [AME]

REF	INTITULE
Sous-prestation 1.1 : Prestation d'acquisition d'ateliers d'énergie	
AME.1	Acquisition d'ateliers d'énergie
Sous-prestation 1.2 : Prestation de maintien en condition opérationnelle d'ateliers d'énergie	
AME.2	Maintien en condition opérationnelle préventif et correctif des ateliers d'énergie

#### I.3.2 Prestation 2 : acquisition et MCO d'éléments d'énergie renouvelable [AER]

REF	INTITULE
Sous-prestation 2.1 : Prestations de visites préparatoires de sites , d'études de faisabilité et de visites de conformité des sites	
AER.1	Visites préparatoires de sites, d'études de faisabilité et de visites de conformité des sites
Sous-prestation 2.2 : Prestation d'installation et de mise en service de dispositifs à énergie autonome et renouvelable	
AER.2	Installation et mise en service de dispositifs à énergie autonome et renouvelable

REF	INTITULE
<b>Sous-prestation 2.3 : Prestation de maintien en condition opérationnelle des dispositifs à énergie autonome et renouvelable</b>	
<b>AER.3</b>	<b>Maintien en condition opérationnelle préventif et correctif des dispositifs à énergie autonome et renouvelable</b>

#### 1.3.3 Prestation 3 : acquisition d’Alimentation Sans Interruption [ASI]

REF	INTITULE
<b>ASI</b>	<b>Fourniture, installation et mise en service d’ASI</b>

#### 1.3.4 Prestation 4 : formations à l’installation et à la maintenance des AE [FORM]

REF	INTITULE
<b>FORM</b>	<b>Formations à l’installation et à la maintenance des ateliers d’énergie</b>

#### 1.3.5 Prestation 5 : fournitures de pièces détachées[FPD]

REF	INTITULE
<b>FPD</b>	<b>Fournitures de pièces détachées</b>

### 1.4 EVOLUTION DE LA GAMME DE SERVICES DU TITULAIRE

L’annexe I à l’acte d’engagement dresse la liste et le prix des prestations fournies par le titulaire. Elle constitue le document de référence des prestations au jour de la notification de l’accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire fait évoluer la gamme de ses services et des matériels ainsi définis et ce dans la stricte limite des dispositions prévues au CCTP de l’accord-cadre, il communique à l’administration les nouvelles conditions tarifaires et/ou techniques.

Sous réserve de leur acceptation par l’administration, ces nouveaux éléments se substituent / s’ajoutent à ceux figurant en annexe I à l’acte d’engagement sans qu’il soit nécessaire de conclure un avenant.

En tout état de cause, ces nouveaux éléments ne peuvent ni modifier les caractéristiques principales de l’accord-cadre, ni avoir pour conséquence de réduire le niveau de qualité de service et le niveau de qualité des matériels sur lequel le titulaire s’est engagé ou d’augmenter le prix des prestations pour un service équivalent.

Chaque nouvelle version de l’annexe I à l’acte d’engagement doit comporter un tableau de suivi des évolutions (date, version, nature des modifications) et permettre de repérer rapidement dans le nouveau document les changements par rapport à la version précédente (par exemple, texte modifié surligné en couleur).

Cette nouvelle version de l’annexe I à l’acte d’engagement ainsi établie est datée, numérotée puis communiquée par le titulaire à l’administration.

La dernière version émise se substitue à la précédente.



---

## Article II. DOCUMENTS REGISSANT L'ACCORD-CADRE

---

### II.1 FORME ET MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché public constitue un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R. 2162-2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R. 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

#### II.1.1 Montants estimatifs (non contractuels)

A titre indicatif et sans engagement contractuel, le montant de l'accord-cadre est estimé à 6 520 833,33 euros HT, soit 7 825 000 euros TTC, reconduction comprise.

#### II.1.2 Montants contractuels

Le montant maximum contractuel des prestations est fixé à 8 333 333,33 euros HT, soit 10 000 000 euros TTC, reconduction comprise.

### II.2 DOCUMENTS CONTRACTUELS ET ORDRE DE PRIORITE DES PIECES

L'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles mentionnées ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante suivant :

- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G./FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel de la République Française n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021 ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

### II.3 CONDITIONS DE DEROGATION AU CCAG-FCS

Toute dérogation au CCAG-FCS qui n'est pas clairement définie et récapitulée comme telle dans le dernier article du présent document est réputée non écrite. Toutefois, ne constitue pas une dérogation au CCAG-FCS l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

## **II.4 MODALITES DE CONSERVATION ET DE DIFFUSION DE L'ACTE D'ENGAGEMENT, DU CCAP ET DU CCTP**

L'administration conserve les pièces constitutives de l'accord-cadre, dont les originaux de l'acte d'engagement, du CCAP et du CCTP qui seuls font foi, pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la fin de l'exécution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-13 du code de la commande publique.

L'administration conserve, en outre, les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation pendant une période minimale de cinq ans à compter de la date de signature de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article R. 2184-12 du code de la commande publique.

Le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement à la date de notification de l'accord-cadre.

---

## Article III. PARTIES PRENANTES A L'ACCORD-CADRE

---

### III.1 REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

L'Etat, pouvoir adjudicateur au sens de l'article L1211-1 du code de la commande publique est représenté par :

Ministère de l'Intérieur  
Secrétariat général  
**Direction de l'évaluation de la performance, de l'achat, des finances et de l'immobilier**  
Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du Ministère de l'Intérieur  
Sous-direction de l'achat et du suivi de l'exécution des Marchés  
Place Beauvau  
75800 PARIS cedex 08

### III.2 SERVICE OPERATEUR DES RESEAUX RADIO DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

Ministère de l'Intérieur  
Direction générale de la Gendarmerie nationale  
Agence du numérique des forces de sécurité intérieure (ANFSI)  
Direction des communications tactiques (DCT)  
Département des communications résilientes opérationnelles (DCRO)  
Section infrastructure et expertise technique (SIET)  
4 rue Claude Bernard  
CS 60003  
92136 ISSY LES MOULINEAUX CEDEX

**L'Agence du numérique des forces de sécurité intérieure (ANFSI)** est l'opérateur des réseaux radio du ministère de l'Intérieur. A ce titre, il est responsable de l'ensemble du cycle de vie de l'infrastructure, de l'ingénierie amont à la stratégie de maintenance du réseau.

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, l'ANFSI désigne un **interlocuteur technique de l'administration** (ITA) chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

L'ITA a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

Dans le cadre du présent accord-cadre, il convient de distinguer deux niveaux de suivi, caractérisés par des commandes propres à chaque bénéficiaire :

- « national » ou « central », appellation qui désigne le Bureau Opérateur de Radiocommunication (ANFSI/DCT/DCRO) ou tout autre entité qui reprendrait ses prérogatives dans le suivi de cette activité pendant la durée du présent marché ;

- « territorial », appellation qui désigne les quatre secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'Intérieur (SGAMI) volontaires, implantés à Bordeaux, Lyon, Metz et Rennes.

Ces niveaux sont indépendants dans la gestion de l'accord-cadre et chaque commande sera de la responsabilité de l'entité qui la réalise. Néanmoins l'échelon « central » (ou « national ») pourra intervenir en cas de procédure d'escalade, mise en œuvre à la suite d'un différend entre le (ou les) titulaire(s) des lots et l'administration.

### **III.3 TITULAIRE DE L'ACCORD-CADRE**

Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec la personne publique représentée par le RPA.

Le titulaire désigne au sein de son équipe un interlocuteur unique et le cas échéant un suppléant ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du marché. Celui-ci a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations.

---

## Article IV. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

---

### IV.1 DUREE

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de trois (3) ans à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit une (1) fois, pour une période de douze (12) mois, par une décision expresse de l'administration notifiée au titulaire, soit une durée maximale de quatre (4) ans.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

Sans préjudice de l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de la période de validité de l'accord-cadre, quelle que soit la durée d'exécution des prestations commandées, sans que celle-ci ne puisse excéder de plus de six (6) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La date-limite d'exécution des bons de commande définie ci-dessus correspond à la date de fin d'exécution des prestations et de début des opérations de vérification des prestations telles que décrites à l'article IX du présent CCAP.

### IV.2 RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

#### IV.2.1 Cas de résiliation

Le présent accord-cadre peut être résilié :

- du fait de la personne publique, en application de l'article 38 du CCAG-FCS, par décision unilatérale de l'administration notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS, par décision notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- en cas de difficulté d'exécution de l'accord-cadre, au titre de l'article 40.1 du CCAG-FCS ;
- aux torts du titulaire au titre de l'article 41 du CCAG-FCS et dans les conditions prévues aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG-FCS ; l'administration se réservant le droit de faire exécuter l'accord-cadre par un tiers aux frais et risques du titulaire et ce, conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS ;
- pour infraction au code du travail : si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le ministère de l'intérieur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 45 du CCAG-FCS.

#### IV.2.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans les cas fixés aux articles 40.1 et 42 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 43.3 du CCAG-FCS.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 39 du CCAG-FCS donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 43.4 du CCAG-FCS.

### **IV.3 INDEMNISATION**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnisation n'est due pour résiliation pour motif d'intérêt général.

### **IV.4 DEFINITION DES PRIX**

Les prix initiaux des prestations du présent accord-cadre sont définitifs et sont ceux qui figurent au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Ces prix initiaux s'expriment hors taxe et toutes taxes comprises, sachant que les parties s'engagent principalement sur les prix hors taxe, en outre assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur dans les conditions de l'article V.3 ci-après.

Les prix de règlement sont calculés sur la base des prix initiaux auxquels s'applique la clause de révision définie à l'article V.4 du présent CCAP.

Le titulaire certifie que les prix stipulés à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux pratiqués à l'égard de l'ensemble de sa clientèle dans des conditions similaires.

### **IV.5 FORME ET CONTENU DES PRIX**

#### **IV.5.1 Forme des prix**

Les prix sont unitaires.

#### **IV.5.2 Contenu des prix**

##### **IV.5.2.1 Généralités**

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations sont traitées sur la base des conditions tarifaires figurant dans l'acte d'engagement, lesquelles sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire (en fonction des prestations, ces frais ne sont pas inclus et doivent être valorisés dans la facturation) ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les frais relatifs aux réunions et aux comptes rendus, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;

- la concession éventuelle de droits d'utilisation des méthodes, outils et des documents utilisés pour réaliser les prestations, objet des commandes.

Ces prix sont établis hors taxes et réputés comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations.

#### **IV.5.2.2 Contenu des prix applicables à l'outre-mer (rendu droits acquittés)**

Pour les DROM-COM, le prix des prestations inclut, outre les éléments mentionnés à l'article V.2.2.1 ci-avant, les frais, droits et taxes en douane, et notamment l'octroi de mer.

Le titulaire supporte les frais de transport jusqu'au lieu de destination précisé dans le bon de commande. Il dédouane la marchandise à l'exportation et à l'importation et paie les droits et taxes exigibles. Les frais de déchargement et d'inspection avant expédition sont également à la charge du titulaire.

Le transfert de frais et risques s'effectue dès que l'administration prend livraison de la marchandise

### **IV.6 CHARGES FISCALES**

Les prix de base sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, à la date de notification de l'accord-cadre.

### **IV.7 REVISION DU PRIX DES PRESTATIONS PAR APPLICATION D'UNE FORMULE REPRESENTATIVE DE L'EVOLUTION DU COUT**

Les prix initiaux des prestations s'appliquent pour la période courant de la date de notification de l'accord-cadre jusqu'à la première date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Au-delà de cette date, les prix initiaux sont annuellement révisables à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre selon les dispositions de l'article R. 2112-13 du code de la commande publique et par application de la formule suivante :

$$P_1 = P_0 [ 0,20 + 0,50 \text{ SwIME}_1 / \text{SwIME}_0 + 0,30 (0,80 \text{ EBIQ}_1 / \text{EBIQ}_0 + 0,20 \text{ TCH}_1 / \text{TCH}_0) ]$$

Dans laquelle :

$P_1$  : désigne le prix révisé HT ;

$P_0$  : désigne le prix initial HT ;

SwIME : désigne la valeur de l'indice « Salaires, revenus et charges sociales – Coût du travail – Indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés (ICHTrev-TS) – Indices mensuels – Industries mécaniques et électriques (IME) – Identifiant INSEE : 001565183 ;

EBIQ = valeur de l'indice de prix de production de l'industrie pour le marché français – Prix de marché – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires, biens d'investissement. Identifiant INSEE : 0010534841 ;

TCH: désigne la valeur de l'indice « Indice des prix à la consommation – Transports, communications et hôtellerie (TCH) » – Identifiant INSEE : 001763861.

Mois  $M_0$  : Mois de la remise de l'offre

#### **IV.7.1 Règles d'arrondi**

##### **IV.7.1.1 Coefficient de révision**

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- Quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- Quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

##### **IV.7.1.2 Prix révisé**

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- Troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- Troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

#### **IV.7.2 Modalités pratiques de mise en œuvre de la révision de prix**

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire. Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de révision des prix pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs, à l'adresse suivante : **sailmi-execution@interieur.gouv.fr**

Si la révision des prix n'est pas communiquée dans le délai indiqué ci-dessus, le titulaire est réputé y renoncer. Il ne pourra alors y avoir d'application rétroactive de la formule de révision.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisées pour son calcul sont validés par l'administration. Les prix révisés et le coefficient de révision sont validés par l'administration.

En tout état de cause, en l'absence de demande du titulaire, si la révision des prix est en faveur de l'acheteur, celui-ci peut imposer au titulaire la révision des prix.

#### **IV.7.3 Conditions d'application**

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS, le prix retenu pour la facturation et le règlement d'une prestation est le prix applicable à la date de l'émission du bon de commande par l'administration.



#### IV.7.4 **Clause de sauvegarde**

Dès lors que la révision des prix conduit à une augmentation moyenne supérieure à **3% l'an**, l'accord-cadre pourra être résilié sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

---

## Article V. ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

---

### V.1 ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTIES

#### V.1.1 Obligation de moyens du titulaire

Il n'est pas demandé au titulaire de s'engager sur des moyens en période de crise (événements exceptionnels qui sont indépendants de sa responsabilité, par exemple une tempête majeure). Toutefois les événements liés à l'organisation du titulaire (réorganisations, grèves, charge de travail etc.) ne l'exonèrent pas des obligations relatives au présent marché.

#### V.1.2 Obligation de résultat du titulaire

Les obligations du titulaire relatives à l'exécution du marché sont, sauf stipulations contraires, principalement des obligations de résultat.

Les limites de responsabilité sont :

- Événements climatiques exceptionnels : est considéré comme tel, tout événement dont les conséquences entraînent la prise d'un arrêté de catastrophe naturelle par l'autorité administrative compétente ;
- Dégradations volontaires : commises par des tiers identifiés ou non.

Dans ces deux cas, le titulaire est dégagé de ses obligations de résultat mais se tient à disposition de l'administration afin de lui apporter son concours. L'administration supporte seule la charge financière de la remise en état. Les éventuelles interventions du titulaire réalisées à la demande de l'administration correspondent alors à des prestations sur devis et bons de commande.

#### V.1.3 Obligation de conseil – transfert

Le titulaire a une obligation permanente de conseil et d'information au profit de l'administration dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire effectuera une veille technique et réglementaire. Il tiendra informé l'administration de toute évolution réglementaire ou normative dans les domaines relatifs au présent marché.

Le titulaire doit maîtriser les risques d'obsolescence des pièces et accessoires. Il s'assurera de la continuité de l'approvisionnement par des éléments assurant les mêmes fonctionnalités techniques.

A cet effet, le titulaire associe l'agent de l'administration qui l'accompagne à chacune des actions de maintenance qu'il conduit afin de permettre tant le contrôle de la réalisation des prestations que le maintien des compétences du personnel de l'administration.

#### V.1.4 Obligation d'alerte

Dans le cas de risques importants que les installations soutenues pourraient faire peser sur la sécurité des personnes, le titulaire devra informer immédiatement le représentant de l'administration.

Le titulaire informe l'administration sans délai de tout événement majeur, survenant au sein de son organisation ou de celle d'un de ses sous-traitants, susceptible d'impacter le service offert au titre du présent marché.

### **V.1.5 Autres engagements et obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'administration informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à détailler par lieu d'implantation les moyens humains engagés et à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires du présent accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'administration tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'administration ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

### **V.1.6 Engagements de l'administration**

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- payer le prix après service fait ;
- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité figurant à l'annexe I du présent CCAP.

## **V.2 ASSURANCE ET RESPONSABILITE**

### **V.2.1 Assurances du titulaire**

#### **V.2.1.1 Généralités**

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'administration et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du ministère de l'Intérieur, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réalisation des prestations.

Pour la responsabilité civile professionnelle, le niveau de garantie apporté doit être adapté aux risques relatifs à l'opération objet du marché.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'administration et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

#### **V.2.2 Responsabilité contractuelle**

Après mise en demeure restée infructueuse du service bénéficiaire, le titulaire peut voir sa responsabilité engagée en cas de non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations attendues dans le cadre du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse de l'engagement de la responsabilité contractuelle du titulaire, le montant des indemnités est plafonné à une somme égale au montant global TTC du bon de commande pour les prestations engageant cette responsabilité.

Toutefois, en cas de commission par le titulaire d'une faute lourde ou de manquement à une obligation contractuelle essentielle, le plafonnement de la responsabilité du titulaire ne peut être mis en œuvre au bénéfice de ce dernier.

### **V.3 FORCE MAJEURE**

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable en cas d'inexécution ou de retard d'exécution résultant d'un cas de force majeure.

Est considéré comme un cas de force majeure au sens du présent accord-cadre, tout fait ou circonstance irrésistible, imprévisible, extérieur et indépendant de la volonté des parties et qui ne peut être empêché par ces dernières malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La charge de la preuve de l'existence et de l'effet de ces circonstances exonératoires incombe à la partie qui s'en prévaut. En cas de survenance d'une cause exonératoire, les parties s'engagent chacune pour ce qui la concerne, à déployer les efforts propres à en minimiser les conséquences ou à restaurer dans les plus brefs délais les conditions normales de l'exécution des engagements.

---

## **Article VI. MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

### **VI.1 DECOMPTE DES DELAIS**

Il est fait application au présent accord-cadre des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG-FCS

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

### **VI.2 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

L'exécution des prestations débute à la date de l'accusé de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

Les délais particuliers d'exécution des prestations sont fixés, sauf exception, dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

### **VI.3 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Une prolongation du délai d'exécution des bons de commande peut être accordée par l'administration dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **VI.4 SURSIS DE LIVRAISON**

Un sursis de livraison peut être accordé par l'administration dans les conditions de l'article 21.5 du CCAG-FCS.

### **VI.5 ARRET D'EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE**

L'administration peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande.

Il notifie cet arrêt au titulaire avec un préavis de deux semaines calendaires par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon le modèle indiqué à l'article 43.2 du CCAG-FCS.

## **VI.6 SOUS-TRAITANCE**

Le recours à la sous-traitance est admis dans les conditions des articles L2193-1 et suivants. Il est rappelé que le titulaire demeure le seul interlocuteur du ministère, et assume l'entière responsabilité des prestations objet de l'accord-cadre. De plus, l'ensemble des conditions liées aux qualifications, habilitations ou autres sont appliquées aux sous-traitants.

Le paiement direct est dû aux sous-traitants dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C.

Si le titulaire de l'accord-cadre n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise ou un artisan, la part minimale qu'il s'engage à confier, directement ou indirectement, à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans, en application de l'article L. 2171-8, est fixée à 10 % du montant prévisionnel de l'accord-cadre, sauf lorsque la structure économique du secteur concerné ne le permet pas.

Le titulaire renseigne l'acte spécial de déclaration de sous-traitance en fournissant toutes les informations énumérées à l'article R2193-1 du code de la commande publique y compris les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le formulaire DC4 peut faire office de déclaration de sous-traitance. Ce formulaire, mis à disposition des entreprises titulaires de marchés publics, est accessible sur le portail du ministère de l'économie, des finances et de la relance, à l'adresse internet ci-dessous :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le titulaire remet avec cette demande, une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire fait signer à chaque sous-traitant un engagement de confidentialité.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont alors constatés par un acte spécial signé des deux parties.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le ministère avant toutes interventions sur sites.

La demande d'agrément d'un sous-traitant de la part du titulaire doit intervenir dans un délai minimum de trois (3) semaines avant son intervention sur site.

Cet agrément ne peut être évoqué comme motif de retard dans les prestations à réaliser au titre de l'accord-cadre.

L'ensemble des demandes d'agrément de sous-traitance, justificatifs et demandes modificatives de sous-traitance doivent être transmises par voie dématérialisée, pour traitement, au représentant du pouvoir adjudicateur à l'adresse électronique suivante :

**sailmi-execution@interieur.gouv.fr**

Les demandes doivent mentionner le nom précis du marché et les références. Les demandes transmises par un autre biais sont refusées.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

## **VI.7 COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

Les parties se transmettent les informations, décisions et documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception.

Les décisions de l'administration qui font courir un délai sont notifiées de manière privilégiée par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise en mains propres contre récépissé à la personne habilitée à représenter le titulaire (ou son mandataire en cas de groupement).

L'administration peut refuser la communication d'informations, notamment au regard des impératifs de sécurité et de confidentialité, par décision dûment motivée.

## **VI.8 REPRESENTANT DU TITULAIRE**

La bonne exécution des prestations prévues au présent accord-cadre est confiée à la responsabilité du titulaire.

Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, le titulaire communique à l'administration :

- le nom, les titres et les coordonnées professionnelles de la personne physique chargée du suivi de l'exécution de l'accord-cadre, qui pour le compte du titulaire est l'interlocuteur principal des services de l'administration (cf. article I-4.2 du CCTP).

Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leurs noms à l'administration, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Il peut être remplacé par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'administration en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'annexe I du présent CCAP ;
- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'administration.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'administration par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'administration ne le récusé pas dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception de la communication.

En cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'administration.

Il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, et de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

## **VI.9 EQUIPE DE TRAVAIL DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'administration, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives au projet est fixée à quinze (15) jours calendaires.

Si l'administration juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai d'un (1) mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

## **VI.10 HABILITATIONS D'ACCES AUX SITES DE L'ADMINISTRATION**

Le titulaire doit disposer des moyens normaux d'accès aux sites (voiture, y compris chenillette le cas échéant dans les zones le nécessitant).

L'engagement de moyens spécifiques fait l'objet de prestations complémentaires spécifiées au bordereau de prix. L'administration se réserve la possibilité d'engager ses propres moyens de mobilité sans que le titulaire ne puisse s'y opposer, autant que d'imposer sans justification la présence d'un de ses agents à bord du moyen mis en œuvre par le titulaire.

Le titulaire est tenu de respecter les procédures d'accès en vigueur sur chacun des sites.

### **VI.10.1 Autorisation d'accès**

Seuls les personnels autorisés par l'administration, par le biais d'une procédure de contrôle du ministère pourront accéder aux sites (*voir annexe 4 au CCTP*) « DPL » - *procédure de contrôle des intervenants*). Le titulaire communiquera avant chaque intervention dans le cadre du présent marché, l'identité de l'ensemble des techniciens amenés à intervenir sur les sites (tableau de synthèse avec les noms, prénoms, dates de naissance et lieux de naissance et photocopies des pièces d'identité). Chaque demande d'autorisation comportera le nom de la société d'appartenance du personnel concerné (avec le cas échéant la mention « sous-traitance »).

Un refus d'autorisation n'aura pas à être justifié par l'administration et, suivant le cas, l'administration communiquera les informations aux autorités judiciaires ou administratives.

### **VI.10.2 Gestion des accès**

Les personnels du titulaire devant avoir accès aux locaux de l'administration seront soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration.

Aucune délivrance de badge d'accès ou de clé pour pénétrer à l'intérieur des locaux ou shelters ne sera accordée. Si l'intervention le requiert, le personnel du titulaire sera accompagné d'un agent de l'administration.



Le titulaire prendra en compte le fait que la disponibilité de l'énergie 220V sur les sites n'est pas forcément assurée pour l'outillage électroportatif et devra donc prévoir, selon le cas, d'être autonome.

#### **VI.11 ENTREE ET SORTIE DES LIVREURS ET DES MATERIELS ET DES MATERIAUX**

Le titulaire doit, sans pouvoir demander aucune indemnité ou augmentation sur les prix, se conformer aux instructions qui lui seront données en ce qui concerne les heures d'entrée et de sortie des livreurs, l'emplacement et le dépôt des matériels, et les formalités administratives (fourniture des pièces d'identités des personnels et carte grise des véhicules).

#### **VI.12 DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES**

Les contributions ou réparations dues pour les dégradations causées aux voies publiques ou privées seront à la charge de l'entrepreneur responsable.

#### **VI.13 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS, CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le titulaire devra fournir toutes justifications et toutes informations, sur la provenance des matériaux et fournitures, à l'aide de ses références, certificats et tous autres documents sur simple demande du représentant du maître de l'ouvrage.

#### **VI.14 DISCIPLINE**

L'entreprise titulaire s'engage à faire respecter par son personnel le règlement intérieur et de sécurité propre au site. Il est interdit au personnel du titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation ;
- d'introduire ou consommer des boissons alcoolisées sur le chantier ;
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse ;
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances ;
- de manquer de respect à la Personne Publique ou aux usagers ;
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise.

Cette liste n'est pas limitative.

#### **VI.15 STOCKAGE**

Les zones de stockage seront indiquées par le représentant du ministère sur le site.

Tout stockage de matériels se fera de façon soignée à l'intérieur du site avec l'accord du représentant du maître d'ouvrage. Le stockage toléré ne concerne que les matériaux à mettre en œuvre journallement et non les surplus ou chutes qui devront être évacués quotidiennement.

Le titulaire sera responsable de la protection de son matériel stocké sur le chantier.

## **VI.16 SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS**

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur.

## **VI.17 PROTECTION DES PERSONNES**

Le titulaire devra mettre en place toutes les éventuelles protections nécessaires : barrières, clôtures, pancartes, etc., délimitant et signalant de jour comme de nuit les zones de travail ou de manutention à l'extérieur des bâtiments, si celles-ci sont nécessaires, en vue d'interdire l'accès à toute personne étrangère au chantier.

Avant la première intervention, conformément à l'article R-4511 et suivants du code du travail sur les interventions d'une entreprise extérieure dans un site occupé, il sera établi, après une analyse des risques, un plan de prévention ou une notice de sécurité faisant apparaître les risques dus à l'intervention sur les occupants et visiteurs des sites et inversement.

Le document établi devra pouvoir être présenté lors d'une intervention, à tout moment sur simple demande d'une personne habilitée.

Les consignes d'intervention devront impérativement faire l'objet d'une information de tous les personnels, y compris pour les stagiaires et intérimaires.

D'une manière générale, le titulaire devra apporter des solutions satisfaisantes pour résoudre des problèmes de sécurité soulevés par le représentant légal du ministère.

Dans le cas où le titulaire omettrait de respecter les règles de sécurité, le représentant légal du ministère se chargera de les lui rappeler et il pourra alors prendre les dispositions nécessaires pour assurer la mise en sécurité immédiate ou différée du chantier en fonction de la gravité de la situation par :

- une mise en demeure de se conformer et de respecter les règles de sécurité ;
- une suspension des prestations en attente de la mise en place des mesures de sécurité adéquates ;
- une mise en place des protections aux frais de l'entreprise ;
- l'expulsion hors du site des ouvriers responsables s'ils sont en cause.

Le titulaire prendra toutes les dispositions utiles pour ne pas perturber le voisinage et assurer le respect des droits des tiers, notamment au niveau du bruit et des projections.

En cas de réclamation de la part des occupants ou propriétaires limitrophes, ils devront immédiatement procéder à la constatation des désordres qui leur seraient signalés et entreprendre la remise en état et les aménagements nécessaires.

Le titulaire devra utiliser des matériels en bon état, respectant la réglementation tant au niveau de la conception que de l'entretien et des contrôles réglementaires.

Les personnels devront être déclarés aptes pour réaliser des tâches qui leur sont confiées.

Il est interdit, conformément au code du travail, dans les zones dites « isolées » de laisser travailler un agent seul même à titre provisoire.

Le nom du représentant du titulaire sur site devra être communiqué au représentant du ministère.

Les personnels devront avoir les permis, formations et certificats nécessaires (CACES) à l'utilisation des engins d'entretien ou de manutention (nacelle, etc.).

L'employeur doit veiller à la protection de ses travailleurs et au respect des règles de sécurité (port des EPI, formation au maniement des appareils, formation, etc.).

A chaque intervention, l'équipe d'intervention devra être équipée d'une trousse de premiers secours aux normes en vigueur.

## **VI.18 DOMMAGES**

Les dommages mobiliers et immobiliers ainsi que tout accident corporel qui pourraient survenir au cours de l'exécution des prestations du marché, confiées au personnel du titulaire et reconnus de son fait, engagent la responsabilité du titulaire qui prend en charge les dépenses correspondantes.

## **VI.19 CONFIDENTIALITE-PROTECTION DES DONNEES**

Le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter les obligations de confidentialité, de protection des données à caractère personnel et les mesures de sécurité prévues à l'article 5 du CCAG-FCS.

En application des dispositions de l'article 5.2 du CCAG-FCS, et d'une façon générale, en application du règlement de l'union européenne n°2016-679 "RGPD", le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article XI.2 du présent CCAP.

---

## Article VII. MODALITES PARTICULIERES DE COMMANDE ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### VII.1 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS

Les prestations donnent lieu à l'émission de bons de commande en fonction des besoins de l'administration.

Les bons de commande comportent les informations suivantes :

- les références de l'accord-cadre ;
- la désignation de la ou des prestations concernées ;
- les phases et le détail de la ou des prestations (tâches à exécuter, et livrables attendus notamment) ;
- les quantités si une précision s'impose ;
- le montant HT et TTC ;
- le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution et de livraison ;
- toute autre information utile à la commande.

**Dans le cas exceptionnel** où la prestation faisant l'objet d'un bon de commande relève d'une ou plusieurs des catégories de prestations identifiées comme étant des travaux selon l'avis du 9 avril 2019 (<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LORFTEXT000038319246>) relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique (NOR ECOM1831820V), une entité identifiée comme maître d'ouvrage doit être mentionnée dans le bon de commande.

Pour la notification d'un bon de commande, l'administration peut recourir à un envoi dématérialisé.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de cinq (5) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

### VII.2 MODALITES ET DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécutent dans les conditions et délais définis dans le CCTP et son annexe 4 intitulée « DPL découpage des prestations et des livrables ».

Tout dépassement de ces délais entraîne l'application à l'encontre du titulaire de pénalités telles que formulées à l'article XI du présent CCAP.

---

## Article VIII. PRISE EN COMPTE DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE, CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES ET CLAUSES D'EXECUTION SOCIALES

---

### VIII.1 CLAUSES D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES

#### VIII.1.1 Prise en charge des déchets produits

Cela inclut les emballages (palettes, etc.).

Le titulaire s'assure du traitement de l'ensemble des déchets (emballages, palettes, etc.) et de leur prise en charge dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur, selon les modes de traitement les plus respectueux de l'environnement et sans mettre en danger la santé humaine.

Les modes de traitement doivent notamment respecter la hiérarchie précisée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

- a) la préparation en vue de la réutilisation ;
- b) le recyclage ;
- c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- d) l'élimination.

Le titulaire s'assure d'être transparent sur toute la chaîne de collecte et de traitement des déchets et fournit, à la demande de l'administration et dans le délai imparti par cette dernière, les moyens de preuve et de traçabilité garantissant le respect de la réglementation et précise le mode de traitement appliqué.

---

## Article IX. VERIFICATIONS – DECISIONS DE L'ADMINISTRATION

---

Par dérogation aux articles 27.2 et 28 à 30 du CCAG-FCS, l'administration procède aux opérations de vérifications quantitatives et qualitatives ainsi qu'à la validation des livrables en respectant les délais définis dans le CCTP et son annexe 4 intitulée « découpage des prestations et des livrables (DPL) ».

Suite à la réalisation de prestations et à la transmission des livrables fournis par le titulaire, l'administration émet une décision parmi les quatre suivantes :

- rejet de la livraison (total ou partiel) : dans ce cas, l'administration gèle le paiement et demande au titulaire une nouvelle livraison dans les délais indiqués dans la décision de rejet. Elle peut suspendre la commande des prestations consécutives. En outre, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées à l'article XI du présent CCAP ;
- réfaction : dans ce cas, l'administration paie les prestations avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Elle peut suspendre la commande des prestations consécutives ;
- ajournement : pour les livrables ou réalisations incomplets et/ou ayant fait l'objet de réserves, le titulaire doit procéder à une nouvelle livraison dans les délais indiqués dans la décision d'ajournement. En outre, l'administration peut suspendre la commande des prestations consécutives. Par ailleurs, le titulaire s'expose à des pénalités dans les conditions fixées à l'article X du présent CCAP ;
- réception : dans ce cas, l'administration déclenche un paiement complet correspondant au bon de commande.

---

## Article X. PENALITES

---

### X.1 GENERALITES

Tout manquement dans l'exécution des prestations prévues dans les pièces contractuelles et notamment dans le document « découpage des prestations et des livrables » (DPL) annexé au CCTP fera l'objet de pénalités définies dans les conditions établies à l'article X.2 et suivants.

#### X.1.1 Absence d'exonération de paiement des pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard sont dues par le titulaire sans considération du montant desdites pénalités, telles qu'issues des formules mentionnées aux articles X.3 à X.6 ci-après, et dans la limite du plafond fixé à l'article suivant du présent CCAP.

#### X.1.2 Montant plafond

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, toutes les pénalités sont plafonnées à 50 % du montant du bon de commande de la prestation pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

### X.2 PENALITES POUR RETARD

Lorsqu'un délai contractuel prévu au présent accord-cadre, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux dispositions des articles 13.3 et 21.4 du CCAG-FCS, n'est pas respecté du fait du titulaire, d'un de ses sous-traitants ou d'un cotraitant solidaire, le titulaire encourt les pénalités pour retard formulées aux articles X.3 et X.4 du présent CCAP.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

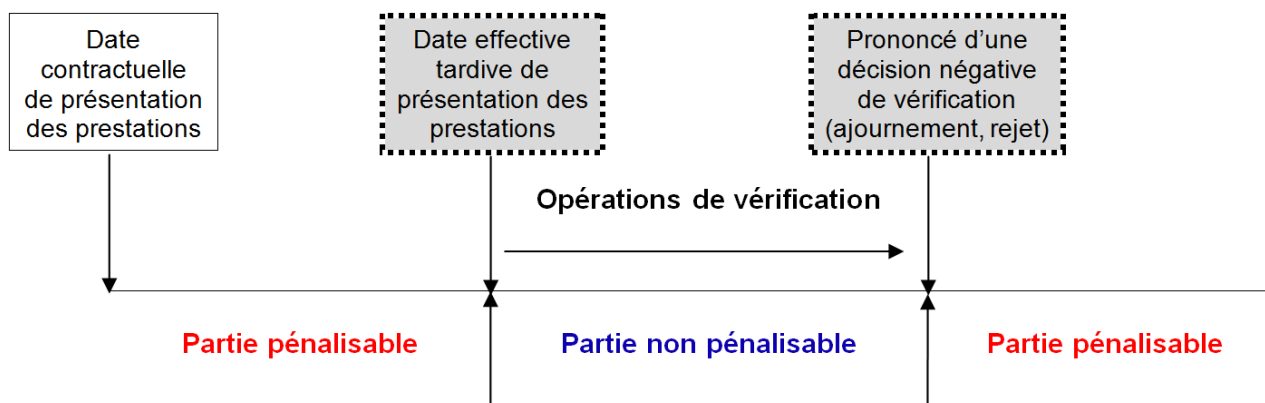
Constitue des cas de retard :

- le non-respect de la date de présentation des prestations exécutées par le titulaire à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification ;
- les délais s'écoulant à compter d'une décision négative de l'administration à l'issue des opérations de vérification (ajournement, rejet) dans les conditions de l'article IX du présent CCAP.

- les délais de début de commencement d'exécution des prestations, au-delà des 15 jours fixés par le CCTP (DPL) ;

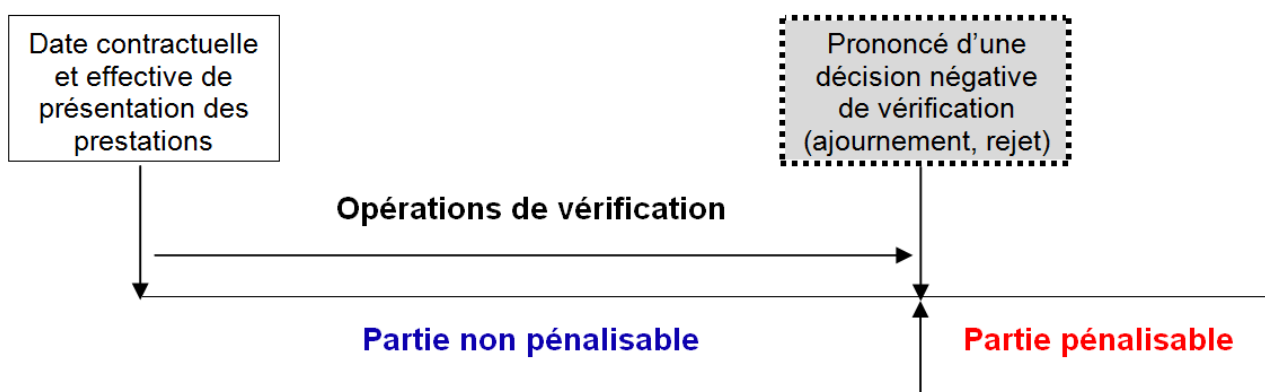
Les principes d'application des pénalités sont les suivants :

- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :

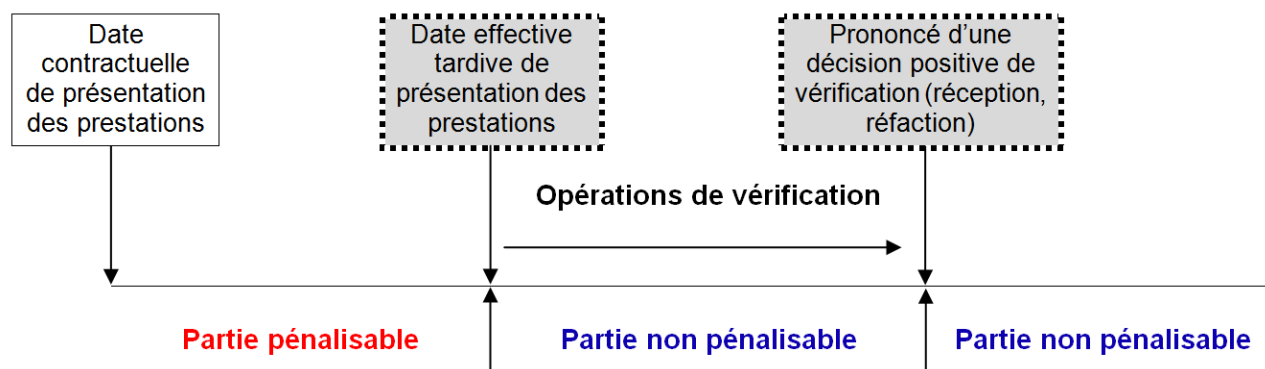


Il est entendu que les deux périodes pénalisables se cumulent.

- En cas de respect de la date de présentation des prestations et de prononcé d'une décision négative à l'issue des opérations de vérification :



- En cas de retard de présentation des prestations et de prononcé d'une décision positive à l'issue des opérations de vérification :





Les différents cas de pénalités définis sont cumulables.

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente à la prestation souffrant d'un retard sanctionné par l'application de pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

### **X.3 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD DES PRESTATIONS AUTRES QUE LES PRESTATION AER**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 60$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable (euros HT) ;

R = nombre de jours de retard

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

### **X.4 MODALITES DE CALCUL DES PENALITES POUR RETARD DES PRESTATIONS AER**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = (V * R) / 120$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable (euros HT) ;

R = nombre de jours de retard.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise

le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

## **X.5 PENALITES ET MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En dehors des cas prévus aux articles X.3 et X.4 et du présent CCAP, si l'administration constate ou s'il lui est rapporté un quelconque manquement aux obligations contractuelles auxquelles le titulaire est tenu, elle en informe celui-ci immédiatement via le support écrit de sa convenance (courriel, lettre avec AR, etc.). Le titulaire est tenu de corriger le manquement en cause dans le délai de vingt-quatre (24) heures faisant suite à son signalement par l'administration.

En cas de non-respect de ce délai et sans mise en demeure préalable, l'administration prononce à l'encontre du titulaire une pénalité forfaitaire de 500 euros par jour de retard dans la résolution du manquement contractuel.

Si le manquement résultant d'une action ou d'une inaction du titulaire s'avérait parfaitement constitué et que toute mesure correctrice devenait par là même sans objet, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable, à une pénalité forfaitaire de 3 000 euros.

## **X.6 PENALITES POUR NON RESPECT DE LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR**

En cas de violation des mesures de sécurité et de protection des informations sensibles, ainsi que des obligations de confidentialité exposées en annexe I au présent CCAP, le titulaire s'expose à l'application d'une sanction pécuniaire.

Cette sanction pécuniaire est calculée de la façon suivante :

- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles n'impliquant pas des données à caractère personnel :  
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 0,5% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur ;
- ❑ en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations sensibles impliquant des données à caractère personnel :  
pour chacun des faits constatés, application d'une sanction égale à 2% du montant exécuté HT de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, indifféremment du niveau de sensibilité des informations concernées, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées après mise en demeure du titulaire de se conformer aux mesures de sécurité et de protection des informations sensibles exposées en annexe I au présent CCAP, adressée par tout moyen vérifiable de correspondance.

L'application par le titulaire des mesures correctives visées dans sa mise en demeure ne saurait l'exonérer du paiement des sanctions pécuniaires.

Le montant des sanctions pécuniaires ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de survenance du fait générateur.

Les sanctions pécuniaires sont appliquées sans préjudice des sanctions pénales encourues par le titulaire.

## **X.7 PENALITES ET CESSATION DES RELATIONS CONTRACTUELLES**

### **X.7.1 Pénalités et résiliation**

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'administration de résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre tel que défini à l'article IV.2 du présent CCAP, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

### **X.7.2 Pénalités et terme de l'accord-cadre**

Le terme, normal ou anticipé, des relations contractuelles n'a pas d'incidence sur l'exigibilité des pénalités dues par le titulaire au titre de toute obligation contractuelle valablement formée pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

## **X.8 PENALITES ET INDEMNITES**

L'administration ne peut prétendre au versement de dommages et intérêts pour un préjudice généré par un fait fautif du titulaire sanctionné par les pénalités stipulées dans le présent accord-cadre.

Toutefois, dans l'hypothèse où le fait fautif, quoique sanctionnable au titre des pénalités, compromet l'exécution globale du présent accord-cadre et/ou perturbe fortement les activités et missions du ministère de l'intérieur, celui-ci se réserve la faculté d'intenter une action en dommages et intérêts à l'encontre du titulaire afin de voir couvert le(s) préjudice(s) né(s) du fait fautif.

---

## Article XI. MODALITES DE REGLEMENT

---

Le règlement des sommes dues au titre de l'accord-cadre est réalisé dans les conditions qui suivent.

### **XI.1 AVANCE**

#### **XI.1.1 Versement de l'avance**

Sauf s'il y renonce expressément, (refus à formuler expressément dans l'acte d'engagement du/des marchés) le titulaire a droit au versement de l'avance dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-10 et R. 2191-15 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Cette avance est calculée sur la base du montant de l'accord-cadre diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du code de la commande publique, l'avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande notifié supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois. L'avance est versée au titulaire en une seule fois pour chaque bon de commande.

Au titre de l'article R. 2191-7 dudit code, cette avance est égale :

- pour chaque bon de commande notifié d'une durée d'exécution inférieure ou égale à douze (12) mois, à cinq (5) % du montant TTC du bon de commande ;
- pour chaque bon de commande notifié d'une durée supérieure à douze (12) mois, à cinq (5) % de douze (12) fois le montant TTC de ce bon de commande divisé par la durée prévue pour son exécution exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

#### **XI.1.2 Remboursement de l'avance**

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11 du code de la commande publique.

### **XI.2 PAIEMENTS**

Les prestations sont réglées par application des prix figurant à l'annexe I à l'acte d'engagement.

Pour le règlement des prestations du présent accord-cadre, le titulaire établit une facture au prononcé de leur réception par l'administration dans les conditions définies à l'article XII.4 ci-après.

L'administration accepte ou rectifie la facture émise par le titulaire. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par l'administration. Il est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou si elle a été complétée. Passé un délai de trente (30)

jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

## **XI.3 FACTURATION**

### **XI.3.1 Contenu des factures**

Conformément à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les factures précisent impérativement :

- la date de facture ;
- le numéro d'identifiant unique de la facture ;
- la raison sociale et l'adresse respectives de l'administration et du titulaire ;
- le n° SIRET ou, à défaut, le n° SIREN respectif de l'administration et du titulaire ;
- le montant TTC et le montant HT ;
- le taux de TVA appliqué et le montant correspondant ;
- la mention « avoir » s'il s'agit d'un avoir ;
- le numéro de marché (n° CHORUS sur dix chiffres) ;
- le numéro de commande (numéro d' « engagement juridique ») ;
- le code du service exécutant ;
- l'adresse de facturation ;
- le rappel intégral du libellé et du contenu de la prestation concernée ;
- toute autre information utile au paiement.

### **XI.3.2 Modalités de facturation**

Pour l'exécution des opérations de maintenance préventive systématique [MPS], le Titulaire fait une synthèse trimestrielle de la facturation des opérations réalisées et validées qu'il transmet à l'administration.

Pour l'ensemble des autres prestations, la facturation doit être réalisée et transmise au fur et à mesure de leur exécution et de leur bonne réception par l'administration.

Chaque entité bénéficiaire, qu'elle soit territoriale ou nationale (cf. article 4.1 du chapitre Généralités du CCTP), est indépendante dans sa commande et peut également distinguer la facturation de ses commandes en fonction du programme budgétaire impacté.

### **XI.3.3 Modalités d'envoi des factures**

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du code de la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
  - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
  - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
  - soit de déposer ses factures sur le portail ;
  - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques<sup>1</sup> et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :  
<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

#### **XI.3.4 Comptable assignataire**

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

M. le contrôleur budgétaire et comptable ministériel du ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
Immeuble Lumière  
75800 PARIS cedex 08

Les présentes dispositions relatives au comptable assignataire peuvent être modifiées par simple décision administrative.

---

<sup>1</sup> Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

## **XI.4 DELAI DE PAIEMENT**

### **XI.4.1 Règles applicables**

Les modalités de paiement des sommes dues en application du présent accord-cadre sont celles définies aux articles L. 2192-10 à L. 2192-14 et R. 2192-10 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

En application des articles R. 2192-10, R. 2192-12 et R. 2192-13 du code de la commande publique, les sommes dues par l'administration au titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'administration ou de la date d'exécution des prestations si ces dernières sont postérieures à la date de réception de la demande de paiement.

Conformément à l'article R. 2192-14 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de l'administration. A défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours fait foi.

La date d'exécution des prestations, telle que visée ci-avant, correspond à la date à laquelle l'administration certifie que ces prestations ont été exécutées conformément aux stipulations formulées dans les documents particuliers du présent accord-cadre.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et L. 2192-14 du code de la commande publique. Le montant des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire, ainsi que leurs conditions de versement sont conformes aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Il est précisé que les retards de paiement éventuels ne constituent pas une clause licite d'interruption ou de modification de service.

### **XI.4.2 Information - réclamation**

Toute demande d'information ou toute réclamation relative au délai de paiement d'une facture exigible fait l'objet d'une lettre adressée par voie postale à l'adresse du service centralisateur de factures. Cette lettre précise au moins :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la référence de la commande ;
- le montant total TTC de la commande ;
- le montant total TTC de la facture en cause.

## **XI.5 MONNAIE**

Le titulaire est informé que l'accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire de l'euro.

Les commandes et les factures sont libellées dans l'unité monétaire susmentionnée

## **XII.1 DEFINITIONS**

### **XII.1.1 Définitions des résultats**

Les « résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, tels que, notamment, les œuvres de l'esprit, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes.

### **XII.1.2 Définition des connaissances antérieures**

Les « connaissances antérieures » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre, tels que notamment les œuvres, les logiciels, leurs mises à jour ou leurs nouvelles versions, les bases de données, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les dessins et modèles, les inventions brevetables ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes et qui appartiennent au jour de la notification de l'accord-cadre, au titulaire de l'accord-cadre ou à des tiers, ou qui leurs sont concédés en licence.

Les connaissances antérieures sont identifiées dans les documents particuliers de l'accord-cadre.

## **XII.2 REGIMES**

### **XII.2.1 Régime des connaissances antérieures**

La conclusion de l'accord-cadre n'empporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'administration, le titulaire de l'accord-cadre et les tiers désignés dans l'accord-cadre restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire de l'accord-cadre incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire de l'accord-cadre concède à titre non exclusif à l'administration et aux tiers désignés dans l'accord-cadre, le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.



Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix de l'accord-cadre.

Les droits sont concédés pour la même durée que les droits d'utilisation portant sur les résultats.

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire de l'accord-cadre ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable de l'administration, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

#### **XII.2.2 Régime des résultats relatifs aux livrables documentaires**

En application du chapitre 6 du CCAG-FCS, le titulaire de l'accord-cadre cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents à tous les livrables attachés à la documentation à savoir l'ensemble des rapports, spécifications, supports de formation ou tout autres livrables découlant de ces prestations afin de permettre à l'administration de les exploiter librement. Ces droits comprennent l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, d'évolution, d'incorporation afférents aux résultats.

Le droit de diffuser ces supports par tous moyen de communication sous licence « **Creative Commons CC-BY-NC-SA** ».

Le ministère de l'intérieur se réserve en particulier le droit de confier l'utilisation des documents et supports résultants de l'exécution de la prestation aux tiers de son choix et, par ailleurs, d'utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations pour procéder notamment à l'achèvement de son programme de formation.

De manière générale, le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats. En cas de cessation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit, l'administration demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats des prestations concernées.

---

## Article XIII. DISPOSITIONS DIVERSES

---

### XIII.1 GARANTIE

#### XIII.1.1 Garantie sur les pièces de rechange et les matériels / fournitures acquis(es) au titre de l'accord-cadre

Les équipements matériels acquis dans le cadre du présent accord-cadre bénéficient d'une garantie « constructeur » pendant une durée d'un an à compter de la réception de l'équipement par l'administration.

Par dérogation à l'article 33.4 du CCAG-FCS, pendant la durée de garantie, le titulaire corrige gratuitement toute anomalie de fonctionnement des équipements par rapport aux spécifications de l'accord-cadre. La garantie inclut les frais consécutifs aux déplacements, à l'emballage et au transport du matériel, nécessités par la remise en état.

Pendant toute la période d'exécution de la garantie, le titulaire est tenu de répondre à toute demande de correction ou d'information émise par l'administration.

Les interventions sont fournies par le titulaire sans limitation du nombre et de la durée des interventions et sans restriction quant à la qualité des intervenants.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### XIII.2 MODES ALTERNATIFS DE REGLEMENTS DES LITIGES

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission. Les parties ont la possibilité de saisir

soit :

#### ➤ Le médiateur du ministère de l'Intérieur

Le ministère de l'Intérieur et des Outre-mer est détenteur du label RFAR « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » depuis le 14 septembre 2022.

Le label RFAR vise à distinguer les services publics et entreprises françaises ayant fait la preuve de relations durables et équilibrées avec leurs fournisseurs.

A ce titre, les parties peuvent saisir le médiateur interne « Relation fournisseur » du ministère de l'Intérieur à l'adresse courriel suivante :

[mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception adressé à :

**Monsieur le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du Ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.**

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Soit :

➤ **Le comité consultatif de règlement amiable des litiges (CCRA)**

Le recours au CCRA est prévu par les articles L2197-3 et R2197-1 à D2197-22 du code de la commande publique. Le comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est compétent pour résoudre les difficultés liées à l'exécution des marchés publics passés par :

- Les services centraux de l'Etat
- Les services et organismes à compétence nationale, lorsque le marché public couvre des besoins excédant la circonscription d'un seul comité local.

Adresse postale :

Comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

**Direction des affaires juridiques**  
**Sous-direction du droit de la commande publique**  
**Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public / 1C**  
**Bâtiment Condorcet - Télédoc 353**  
**6 rue Louise Weiss**  
**75703 PARIS Cedex 13**  
Courriel : [ccra.daj@finances.gouv.fr](mailto:ccra.daj@finances.gouv.fr)

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend. La saisine du comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le pouvoir adjudicateur sur l'avis du comité.

Soit :

➤ **Le médiateur des entreprises**

Le recours au médiateur des entreprises est prévu par les articles L2197-4 et R2197-23 à R2197-4 du code de la commande publique.

Lien vers le site internet :

<https://www.mieist.finances.gouv.fr/>

La saisine est prévue par voie dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

### **XIII.3 CONTENTIEUX**

Tous les litiges survenus entre les parties à l'occasion du présent accord-cadre sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de Paris

7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00 - fax : 01.44.59.46.46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

Site internet pour les télérecours : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **XIII.4 DIFFERENDS ET LITIGES**

L'administration et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et l'administration doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'administration dans le délai de deux (2) mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'administration dispose d'un délai de deux (2) mois courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En outre, l'administration ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics, dans les conditions mentionnées au chapitre VII du titre IX du livre Ier de la deuxième partie de la partie législative et de la partie réglementaire du code de la commande publique.

### **XIII.5 UTILISATION DE LA LANGUE FRANÇAISE**

Conformément aux textes en vigueur, et sauf stipulation contraire au sein de l'accord-cadre, l'ensemble des pièces de l'accord-cadre est rédigé ou traduit en français, sachant que, dans ce dernier cas, seule la version française fait foi.

Les correspondances relatives à l'accord-cadre doivent être rédigées en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française). La documentation technique est également en langue française.

### **XIII.6 MODIFICATION NON SUBSTANTIELLES DU CONTRAT : CLAUSE DE REEXAMEN**

La présente clause de réexamen garantit la mutabilité du contrat et son adaptation au service public, en cas de sujétion technique imprévue comme en cas de situation normale, par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS. Le recours à cette clause intervient dans l'un des cas suivants :

#### **XIII.6.1.1 Ajout, suppression et modification de sites**

L'ajout, la suppression ou la modification d'un ou plusieurs sites peut être décidé par le pouvoir adjudicateur qui notifie son choix au titulaire par ordre de service.

Pour cela, le pouvoir adjudicateur indique le(s) site(s) à ajouter, supprimer et/ou modifier et invite le titulaire à transmettre une offre de prix détaillée et la documentation technique correspondant aux prestations nouvelles, le cas échéant, et à lui transmettre une version mise à jour des documents du marché tenant compte de ces modifications. Ces nouveaux documents se substituent à ceux du marché initial. Le montant des modifications tient compte des prix pratiqués dans le marché.

Aucune modification ne peut intervenir avant acceptation expresse du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la valeur des modifications à l'issue de la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations correspondantes par un opérateur économique distinct.

#### **XIII.6.1.2 Ajout, et retrait d'un matériel ou d'une prestation**

Lorsqu'une ou plusieurs prestations ou un ou plusieurs matériels sont devenus nécessaires à la réalisation de l'objet de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations qu'il prévoit, ou lorsqu'ils ne le sont plus, ou lorsqu'elles doivent être modifiées (par exemple, une nouvelle catégorie de matériels à maintenir consécutivement à des problématiques d'obsolescence), le pouvoir adjudicateur les intègre ou les supprime du marché, ou les modifie par un ordre de service notifié au titulaire.

Pour cela, le pouvoir adjudicateur invite le titulaire à lui communiquer une offre de prix détaillée et la documentation technique correspondant aux prestations nouvelles ou désigne les prestations à supprimer et l'invite à lui transmettre une version mise à jour des documents du marché tenant compte de ces modifications. Ces nouveaux documents se substituent à ceux du marché initial. Le montant des modifications tient compte des prix pratiqués dans le marché.

Aucune modification ne peut intervenir avant acceptation expresse du pouvoir adjudicateur. En cas de désaccord sur la valeur des modifications à l'issue de la phase de négociation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter les prestations correspondantes par un opérateur économique distinct.

---

## Article XIV. DEROGATIONS AU CCAG-FCS

---

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP dans lesquels figurent des dérogations au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
IV.3 Indemnisation en cas de résiliation	42 Résiliation pour motif d'intérêt général
IV.7.3 conditions d'application de la révision du prix	10.2.2 Détermination des prix de règlement
VII.1 modalités de commande des prestations	3.7.2 Bons de commande
IX Vérifications – décisions de l'administration	articles 27.2 et 28 à 30 Constatation de l'exécution des prestations
X.1.1 absence d'exonération de paiement des pénalités de retard	14.1.3 Pénalités et exonération
X.1.2 montant plafond des pénalités	14.1 2Pénalités et plafonnement
X.3, X.4 et X.5 modalités de calcul des pénalités	14.1.1 Calcul des pénalités
XIII.1.1 garanties sur les pièces de rechanges/matériels fournitures	33.4 Garantie
XIII.6 modifications non substantielles du contrat	25 clause de réexamen